

2861

Panel Unicef/Elus locaux, Breda le 27 août 2009

Pauvreté, vulnérabilité et protection sociale au Sénégal

Présentée par
Abdou Salam Fall
27 août 2009



Plan de la présentation

- I- Analyse de la situation socio-économique
- II- Qui est pauvre au Sénégal?
- III- Inégalités, vulnérabilités et leurs conséquences
- IV- Dynamiques, modèles et ferments de changement
- V- Acteurs, stratégies et jeux de pouvoirs
- VI La protection sociale
- III- Conclusions



Analyse du contexte socio-économique

- Une massification de la pauvreté (52, 2%) dans un contexte de crise économique et une croissance économique plombée (en dessous de 2% en 2009),
- Des résultats mitigés de la stratégie de lutte contre la pauvreté en terme d'atteinte des objectifs, de ciblage, de ressources allouées et niveaux d'exécution selon la revue annuelle du DSRP (2009),
- Une amélioration de l'accessibilité pour les services sociaux (éducation et santé) mais persistance du problème de la qualité des politiques sociales.
- La population est essentiellement jeune, mais les traditions de planification sont affaiblies, les politiques ad hoc sont dominantes
- Les chances du pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement restent minces.



Dans un environnement international où les effets de la crise financière internationale

- La crise alimentaire rend peu accessibles les denrées aux populations les plus pauvres (certains consacrant en Afrique jusqu'à 80% de leurs revenus/Oxfam, 2008).
- Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 850 millions en 2007 à 960 millions en 2008. Ce nombre va passer largement au dessus du milliard en 2009 à cause du ralentissement économique (BM, 2009),
- La vulnérabilité des pauvres face à un marché tendu et très sensible aux changements climatiques,
- En 2020, le PNUD prévoit une chute de 50 % de la production agricole en Afrique due aux changements climatiques,



Qui sont les pauvres au Sénégal ?

- La pauvreté touche davantage les moins instruits,
- Les ménages de grande taille,
- Les travailleurs du secteur informel plus que ceux du secteur formel,
- Les ménages dont le chef est un travailleur pour son propre compte (56,8%), que pour ceux dans le secteur privé formel (33,5%) ou dans l'administration (22,1%),
- Les ménages avec des chefs âgés (60 ans et plus),
- Les nouveaux pauvres sont issus de la classe moyenne.



Le taux de pauvreté des enfants est supérieur à celui de l'ensemble des Sénégalais (Unicef, 2009)

- La pauvreté parmi les enfants augmente avec la taille des ménages.
- La pauvreté des enfants diminue fortement lorsque le niveau d'éducation du chef de ménage dans lequel ils vivent augmente.
- La pauvreté est plus répandue parmi les enfants issus du milieu rural que parmi ceux vivant en ville.
- La pauvreté est relativement moins importante parmi les enfants vivant dans des ménages dirigés par une femme.



Incidence des privations affectant les enfants (Unicef, 2009)



- 75 % enfants souffre d'au moins une privation modérée,
- Plus de ¼ des enfants souffrent de privations sévères (62,3 %).
- 31,0 % des enfants souffrent de privations absolues.
- Le logement et l'éducation sont les premières privations qui affectent le plus les enfants
- Les privations de santé et d'installations sanitaires constituent, aussi des handicaps pour les enfants au Sénégal.
- Le logement est la privation sévère la plus fréquemment associée aux privations sévères de santé, d'éducation, et nutritionnelle.
- Les privations d'information et d'eau ont fortement reculé ces 10 dernières années.

La vulnérabilité des enfants est forte



- En 2005, l'incidence de la pauvreté de tous les individus était de 50,6%
- Incidence de la pauvreté de tous les ménages: 42,6%
- En 2005, le nombre d'enfants de moins de 18 ans pauvres était estimé à 2 973 605.
- Incidence de la pauvreté des enfants de moins de 18 ans: 53,7%.

Vulnérabilités des enfants



- Malnutrition
- Abus sexuels
- Mendicité
- Violences faites aux enfants
- Relégation sociale: dégradation du cadre de vie, inondations, insécurité, manque d'éclairage, désaffectation des écoles
- Maladies chroniques
- Enfants orphelins, enfants migrants et en exils, etc.

Les types de vulnérabilités au Sénégal



- **Risques naturels** : effets des changements climatiques, inondations, invasion acridienne (2004 avec perte de 7 milliards filière arachide).
- **Risques sur le cycle de vie** : mortalité maternelle (de 434 pour mille en 2007/127 décès pcm naissances vivantes en 2015) et infantile (le taux de mortalité infantile est de 61 pour mille en 2007/objectif OMD en 2015 : 45 pour mille).
- **Risques sur le capital humain** : crise scolaire cyclique ; 5 % de la population active ont fait des études après le Bac ; 50 % des travailleurs de l'informel n'ont pas été à l'école ; faible dispositif de formation professionnelle, pas de dispositif évolué pour handicapé.

Les types de vulnérabilités au Sénégal



- **Risques sociaux et économiques** : Pour 2009, un taux de croissance en dessous de la barre de 2%. Taux de chômage : 13 %, Sous-emploi : 30 %, 1/5 travaille à plein temps, Revenu moyen secteur informel : 68 dollars/mois.

Le risque d'accaparement des terres les plus importantes par des lobbies et des investisseurs au détriment des petits producteurs, favorisé par des politiques ad hoc.

En 2007 : 51,2 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère, 41,3 % en insécurité alimentaire modérée. Une baisse considérable de ces envois durant le premier trimestre de 2009 de l'ordre de 100 milliards de F CFA pour le Sénégal selon la Banque Mondiale.

Les types de vulnérabilité au Sénégal



- **Risques politiques** : Décentralisation stagnante : ce l'Etat central aux CL (FDD et EFCL) = 1,3 % du budget de l'Etat ; Moins de 1 % du budget pour l'ensemble des programmes pour l'emploi ;
- **Le conflit casamançais** : 60 000 déplacées, 500 blessés par les mines ;
- **Incertitudes dans les relations du Sénégal avec ses voisins**, Le conflit Casamançais rend le pays dépendant des régimes politiques en place dans les pays frontaliers: narcotraffiquants, circulation des armes, blanchiment d'argent.
- **L'opposition était quasiment hors des circuits institutionnels** même si les élections locales de mars 2009 marque un meilleur équilibre de la représentation des forces politiques et sociales au niveau local.

Conséquences

Les conséquences touchent à des aspects structurels:

- Élargissement et approfondissement de la pauvreté : 52.2 % des ménages sont situés en dessous du seuil de pauvreté: précarisation qui fait basculer les classes moyennes, relégation sociale des communautés défavorisées et absence de mobilité sociale: maintien des enfants des familles pauvres dans la pauvreté.
- Secteur primaire en forte baisse, tertiarisation de l'économie, formation professionnelle et pas d'automatisation des services.

Conséquences des vulnérabilités

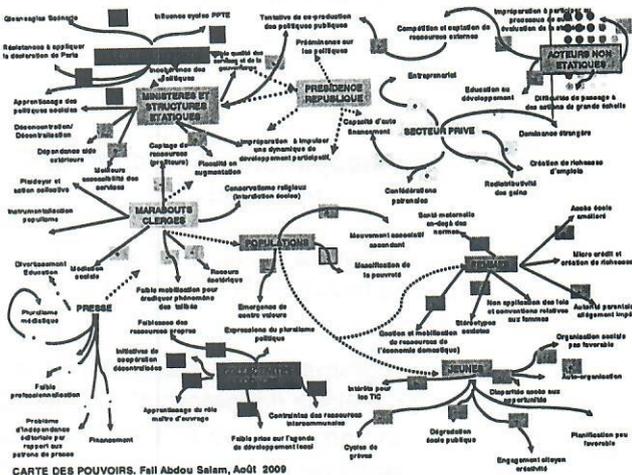
- Crise énergétique : délestage en électricité, crise de la SAR, baisse vertigineuse de la productivité alors le standard local était très faible : Taux de productivité des entreprises sénégalaises du secteur formel : 2.5 fois moins qu'au Chili, et 2 fois moins qu'en Chine. Productivité dans le secteur informel : 3 à 10 fois inférieur au secteur formel.
- Hausse des prix : les subventions remises en cause concernaient les couches moyennes qui sont davantage exposées à la précarité.
- Crise scolaire : cycle de grève, qualité des services : le service public en panne : la mobilité sociale est fortement en cause : les enfants de pauvres resteront plus pauvres.
- Émergences de contre-valeurs
- Distance sociale entre les générations et le genre.

Réponses des acteurs populaires

- Généralisation de la migration (tous profils confondus), avec des migrants qui sont estimés entre 2 à 2.5 millions en 2008 et la socialisation des risques (800 morts sur 3000 tentatives de rallier l'Espagne à partir des côtes sénégalaises).
- La crise libère de l'espace à l'entrepreneuriat: les acteurs innovent et bricolent pour survivre malgré l'inaccessibilité des financements et le manque de soutien sous forme d'incubateurs d'entreprises.
- Solidarité horizontale: les personnes ayant des similarités de conditions ressent leurs liens: les groupes de pairs réapparaissent
- La vie associative devient encore plus forte et mobilise dans toutes les générations et le genre.

Acteurs, stratégies et jeux de pouvoirs

Carte des pouvoirs



Intérêt pour des politiques inclusives

- La protection sociale

État de la réponse par la protection sociale



• Engagements:

- Plusieurs acteurs reconnaissent la protection sociale comme droit humain fondamental: UA vient d'élaborer une politique continentale de PS,
- Intérêt pour les Nations Unies comme pour la société civile de réaliser un package minimum de protection sociale,
- Inscription de la PS comme axe du DSRP Sénégal.

Protection Sociale: volonté politique en deçà des besoins



- Part des budgets des États africains pour la PS = part congrue (objectifs Abuja: 15% santé, et Maputo: 10% agriculture non réalisés)
- G8: 20 milliards sur trois ans pour lutter contre la faim (OMD 1), alors que la FAO estime à 30 milliards par an le soutien à apporter aux agricultures des pays pauvres: quel contraste!

Ne pas agir, c'est



- Condamner 500 000 enfants de plus à mourir en 2009 avant leur premier anniversaire (BM)
- Laisser croupir 55 à 90 millions dans l'extrême pauvreté et plus de 55 millions dans la famine chronique (PNUD)

- Aller vers de nouvelles crises alimentaires, dès 2010, car les gouvernements n'ont pas pris la situation au sérieux (ONU)
- Laisser spolie de nombreux petits producteurs/trices de leurs terres agricoles et sous sols riches.

Les principes de la PS



La protection sociale peut être définie comme un ensemble constitué d'institutions publiques, de normes et de programmes dédiés à la lutte contre les causes et les conséquences de la pauvreté et de la vulnérabilité (Fall, 2008)

Différents principes s'imposent mais ils sont à adapter au contexte socioculturel des pays :

- la couverture universelle pour garantir l'inclusion ;
- l'équité et l'égalité de genre ;
- la bonne gouvernance des systèmes de protection sociale ;
- la traçabilité des investissements par des mécanismes participatifs de suivi évaluation ;
- la viabilité et la durabilité des mécanismes de financement.

PS: rentable économiquement et socialement



- Lorsque les États et les autres acteurs en font une priorité, la PS devient possible.
- Mais il faut changer de paradigme car les dépenses de protection sociale ne doivent pas être considérées comme une charge mais davantage comme un investissement rentable économiquement et socialement.

Défis de la PS



- Plaidoyer en faveur de politique de PS
- Consulter les communautés et faciliter le débat au niveau communautaire
- Prévoir et redynamiser les systèmes collectifs et traditionnels de solidarité
- Éviter trop de programmes pilotes : s'orienter vers les formes novatrices et passer à l'échelle large touchant le plus grand nombre

Défis de la PS

- Avoir des ressources à longs termes

- Prêter attention au design des programmes et politiques de PS

- Avoir des indices de mesures

- Favoriser une meilleure coordination entre les acteurs

- Investir dans la recherche en PS

- Renforcer la sensibilité genre des politiques de PS

Réaffirmer la protection sociale comme un droit humain fondamental

Les programmes de protection sociale doivent viser à atteindre le plus grand nombre en particulier les vulnérables et les travailleurs.

Pour cela, il faut des ruptures dans les politiques continentale et nationale en protection sociale.

D'abord, par la vision de dignité humaine qui fonde la protection sociale indiquant une perspective redistributive favorable à l'accès des richesses au grand nombre.

Ensuite, il est indispensable de réaliser un consensus politique en faveur de la protection sociale et de se donner les moyens humains et techniques de procéder à de fins ciblées des catégories bénéficiaires des programmes de protection sociale.

Enfin, les enjeux de gouvernance vertueuse des États et des institutions régionales ou continentales sont au cœur des ruptures des politiques de PS.

Rôles des acteurs: 2. Mouvements sociaux

- Renforcer son autonomie,
- Développer ses capacités de coalition dans l'action,
- Initier des actions d'économie solidaire,
- Assumer son rôle d'alerte et de plaidoyer en faveur des groupes vulnérables pour des sociétés de fortes cohésions sociales et démocratiques.

Le capital social, ressource et valeurs

- Face à la crise: revitaliser les liens sociaux, le capital social constitue le ressort allant de soi!
- « La solidarité est un vain mot si elle ne nécessite pas de sacrifice »
- Les solidarités horizontales sont à fortifier mais elles doivent cohabiter avec les solidarités verticales dont les institutions publiques ont la charge et le devoir d'organiser et de financer les services.

Rôles des acteurs (1. Etat)

- Libérer des espaces budgétaires conséquents pour la protection sociale,
- S'engager à financer un package minimum de protection sociale,
- Lever la contrainte de l'éparpillement institutionnel,
- Renforcer les capacités des communautés à valoriser leurs compétences traditionnelles et les bonnes pratiques.

Rôles des acteurs: 3. Privé, communautés, partenaires

Secteur privé: se convaincre que l'investissement dans la protection est un gage de création de richesses dans des conditions socialement épanouissantes.

Communautés et CL: développer avec les familles des formes de mutualisation

Partenaires au développement: apporter inlassablement leurs concours aux États, aux communautés et à la société civile pour des politiques sociales à la hauteur des vulnérabilités et inégalités.

Conclusions

- Une articulation encore insuffisante entre le DSRP, les politiques sectorielles, les interventions des acteurs.
- La rigidité du système pour la lutte contre la pauvreté qui ne favorise pas l'absorption des ressources et problème d'équité dans les allocations entre les axes d'interventions et régions.
- La SCA totalement orientée vers des filières d'exportation alors le marché intérieur nécessite un élargissement et les produits d'exportation sont mal rémunérés et instables.
- Les difficultés de ciblage pour une plus grande concentration des interventions.



Conclusions

- Faiblesse des politiques sociales, faible couverture de protection sociale alors que les risques s'amoncellent : liés aux changements climatiques, aux tensions de trésorerie publique, à la dépendance de la consommation nationale des importations, le manque de cohésion sociale (délitement des liens sociaux).
- Mais émergence d'entreprises collectives: effervescence associative, pluralisme dans les CL, espaces de coproduction des politiques sectorielles et stratégiques, potentiels de développement considérables et faiblement valorisés.
- Mettre l'accent sur la gouvernance, la démocratie locale, l'auto-organisation,
- Promouvoir le plaidoyer pour des politiques inclusives, cohérentes et pro pauvres,
- Favoriser les politiques de protection sociale des enfants et de gestion des risques.



**L'inclusion coûte moins chère
que l'exclusion! BIT, 2008.**



Merci de votre attention

Abdou Salam Fall (Ph D.)
Sociologue
Tel. 338259614/776393475
Email: asfall@refer.sn

